

Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2021



Page laissée intentionnellement blanche

Faits marquants du premier semestre 2021

Dépréciation de l'écart d'acquisition en Espagne

Au 30 juin 2021, la révision à la baisse du plan d'affaires de l'unité génératrice de trésorerie Espagne a conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition.



Note 6

Offre publique d'acquisition sur Orange Belgium

Le 8 avril 2021, Orange SA a lancé une offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur 46,97 % du capital d'Orange Belgium, correspondant au solde des actions non détenues directement et indirectement, au prix de 22 euros par action. L'offre a été ouverte du 8 au 23 avril 2021 puis réouverte volontairement du 28 avril au 4 mai aux mêmes conditions. A l'issue de l'offre, Orange SA détenait directement et indirectement 76,97 % du capital social d'Orange Belgium.

Le coût total d'acquisition de ces actions s'élève à 316 millions d'euros.



Note 3.2

Orange Concessions

Le 26 mars 2021, Orange a conclu un accord définitif avec La Banque des Territoires (Caisse des Dépôts), CNP Assurances, et EDF Invest pour la vente de 50 % du capital et le co-contrôle d'Orange Concessions.

Au regard des conditions suspensives résiduelles de réalisation de l'opération devant être levées lors du second semestre 2021, le Groupe considère que les critères établis par la norme IFRS 5 sont désormais satisfaits au 30 juin 2021. Ainsi, les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions sont comptabilisés dans l'état de la situation financière en "actifs destinés à être cédés" et "passifs liés aux actifs destinés à être cédés".



Note 3.2

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	5
Etat du résultat global consolidé	6
Etat consolidé de la situation financière	7
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	9
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	10
Tableau des flux de trésorerie consolidés	11

Notes annexes

Note 1 Informations sectorielles	13
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	13
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021	15
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020	17
1.4 Investissements sectoriels	19
1.5 Actifs sectoriels	21
1.6 Passifs sectoriels	23
1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles	25
1.8 Evolution de l'information sectorielle	27
Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés	27
2.1 Base de préparation des informations financières	27
2.2 Recours à des estimations et au jugement	28
2.3 Données retraitées de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 relative aux durées exécutoires des contrats IFRS 16	28
2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 ^{er} janvier 2021	30
Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre	31
3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	31
3.2 Principales variations de périmètre	31
Note 4 Ventres	32
4.1 Créances clients	32
Note 5 Autres charges	33
5.1 Autres charges opérationnelles	33
5.2 Coûts des restructurations	33
5.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	34

Note 6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition	34
6.1 Pertes de valeur	34
6.2 Ecart d'acquisition	35
6.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables	35
6.4 Sensibilité des valeurs recouvrables	37
Note 7 Impôts sur les sociétés	38
Note 8 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)	38
8.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	38
8.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers	39
8.3 Endettement financier net	39
8.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	40
8.5 Actifs financiers	40
Note 9 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)	41
9.1 Politique de gestion des risques	41
9.2 Evolution de la notation d'Orange	41
9.3 Ratios financiers	41
9.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	41
Note 10 Activités des Services Financiers Mobiles	41
10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles	41
10.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank	43
Note 11 Capitaux propres	44
11.1 Evolution du capital	44
11.2 Actions propres	44
11.3 Distributions	44
11.4 Titres subordonnés	44
11.5 Ecart de conversion	45
11.6 Participations ne donnant pas le contrôle	46
Note 12 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	46
12.1 Litiges	46
12.2 Engagements contractuels non comptabilisés	46
Note 13 Transactions avec les parties liées	47
Note 14 Evénements postérieurs à la clôture	47
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	48

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires		20 867	20 769
Achats externes		(8 736)	(8 546)
Autres produits opérationnels		322	271
Autres charges opérationnelles	5.1	(295)	(448)
Charges de personnel		(4 421)	(4 376)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 219)	(1 232)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	12	59
Coûts des restructurations	5.2	(245)	(13)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 499)	(3 549)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(41)	(22)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(731)	(652)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		(0)	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	6.1	(3 702)	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(4)	1
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(60)	(6)
Résultat des entités mises en équivalence		1	(6)
Résultat d'exploitation		(1 752)	2 250
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(461)	(569)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(1)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		(5)	1
Gain (perte) de change		57	(115)
Intérêts sur les dettes locatives		(58)	(58)
Autres produits et charges financiers		32	(3)
Résultat financier	8	(436)	(744)
Impôts sur les sociétés	7	(417)	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		(2 769)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		165	88
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net			
- de base		(1,09)	0,30
- dilué		(1,09)	0,29

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		69	(16)
Titres à la juste valeur		(9)	(33)
Impôt sur les éléments non recyclables		(18)	(3)
Eléments non recyclables en résultat (a)		43	(51)
Titres à la juste valeur		(0)	(2)
Couverture de flux de trésorerie	8.2	193	554
Ecart de conversion	11.5	102	(184)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(55)	(177)
Eléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		-	-
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		239	191
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)		282	140
Résultat global consolidé		(2 323)	1 155
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		(2 504)	1 100
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		181	55

MEE : Entités mises en équivalence

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
Actif			
Ecarts d'acquisition	6.2	23 914	27 596
Autres immobilisations incorporelles		14 623	15 135
Immobilisations corporelles		29 696	29 075
Droits d'utilisation		7 613	7 009
Titres mis en équivalence		96	98
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles	10.1	1 129	1 210
Actifs financiers non courants	8.1	978	1 516
Dérivés actifs non courants	8.1	305	132
Autres actifs non courants		140	136
Impôts différés actifs		739	731
Total de l'actif non courant		79 234	82 639
Stocks		800	814
Créances clients	4.1	5 461	5 620
Autres actifs de contrats clients		1 349	1 236
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	2 237	2 075
Actifs financiers courants	8.1	2 361	3 259
Dérivés actifs courants	8.1	154	162
Autres actifs courants		1 595	1 701
Impôts et taxes d'exploitation		1 039	1 104
Impôts sur les sociétés		127	128
Charges constatées d'avance		928	850
Disponibilités et quasi-disponibilités	8.1	6 791	8 145
Total de l'actif courant		22 843	25 094
Actifs destinés à être cédés	3.2	790	-
Total de l'actif		102 867	107 733

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
Passif			
Capital social		10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	11.4	5 497	5 803
Réserves		(3 095)	1 092
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		29 902	34 395
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	11.6	2 469	2 643
Total capitaux propres	11	32 370	37 038
Passifs financiers non courants	8.1	31 182	30 089
Dérivés passifs non courants	8.1	384	844
Dettes locatives non courantes		6 625	5 875
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 457	1 291
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	0	0
Avantages du personnel non courants		1 926	2 202
Provisions pour démantèlement non courantes		858	885
Provisions pour restructuration non courantes		59	53
Autres passifs non courants		271	307
Impôts différés passifs		1 168	855
Total des passifs non courants		43 930	42 401
Passifs financiers courants	8.1	3 516	5 170
Dérivés passifs courants	8.1	133	35
Dettes locatives courantes		1 320	1 496
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 916	3 349
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		6 480	6 475
Passifs de contrats clients		2 251	1 984
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	3 251	3 128
Avantages du personnel courants		2 289	2 192
Provisions pour démantèlement courantes		14	16
Provisions pour restructuration courantes		222	64
Autres passifs courants		1 924	2 267
Impôts et taxes d'exploitation		1 565	1 279
Impôts sur les sociétés		328	673
Produits constatés d'avance		182	165
Total des passifs courants		26 391	28 294
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	3.2	175	-
Total du passif et des capitaux propres		102 867	107 733

Tableau des variations des capitaux propres consolidés

	(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère					Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres		
			Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves		Autres éléments du résultat global	Total
Solde au 31 décembre 2019			2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(1 075)	(502)	31 725	2 452	234	2 687	34 412
Résultat global consolidé⁽¹⁾	2.3		-	-	-	-	927	173	1 100	88	(33)	55	1 155
Rémunération en actions			-	-	-	-	7	-	7	2	-	2	9
Rachat d'actions propres			-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1
Distribution de dividendes			-	-	-	-	(532)	-	(532)	(206)	-	(206)	(738)
Rémunération des titres subordonnés			-	-	-	-	(164)	-	(164)	-	-	-	(164)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales			-	-	-	-	(6)	-	(6)	2	-	2	(4)
Autres mouvements			-	-	-	-	(27)	-	(27)	11	-	11	(16)
Solde au 30 juin 2020⁽¹⁾	2.3		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(869)	(330)	32 104	2 349	201	2 551	34 656
Résultat global consolidé			-	-	-	-	3 895	(430)	3 465	145	(42)	103	3 568
Rémunération en actions			-	-	-	-	10	-	10	5	-	5	14
Rachat d'actions propres			-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	6
Distribution de dividendes			-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(19)	-	(19)	(1 082)
Emissions et rachats de titres subordonnés			-	-	-	0	(12)	-	(12)	-	-	-	(12)
Rémunération des titres subordonnés			-	-	-	-	(94)	-	(94)	-	-	-	(94)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales			-	-	-	-	(15)	-	(15)	17	-	17	2
Autres mouvements			-	-	-	-	(6)	-	(6)	(13)	-	(13)	(19)
Solde au 31 décembre 2020			2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	1 852	(759)	34 395	2 484	159	2 643	37 038
Résultat global consolidé			-	-	-	-	(2 769)	265	(2 504)	165	17	181	(2 323)
Rémunération en actions			-	-	-	-	4	-	4	1	-	1	5
Rachat d'actions propres	11.2		-	-	-	-	(3)	-	(3)	-	-	-	(3)
Distribution de dividendes	11.3		-	-	-	-	(1 330)	-	(1 330)	(216)	-	(216)	(1 545)
Emissions et rachats de titres subordonnés	11.4		-	-	-	(306)	(6)	-	(311)	-	-	-	(311)
Rémunération des titres subordonnés	11.4		-	-	-	-	(163)	-	(163)	-	-	-	(163)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3		-	-	-	-	(188)	-	(188)	(142)	-	(142)	(330)
Autres mouvements			-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	3
Solde au 30 juin 2021			2 660 056 599	10 640	16 859	5 497	(2 601)	(494)	29 902	2 292	176	2 469	32 371

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés		Total
Solde au 31 décembre 2019	(28)	(117)	78	(611)	216	(40)	(502)	(2)	(6)	251	(10)	1	234	(268)
Variation	(34)	551	(149)	(15)	(179)	-	173	(1)	3	(35)	(0)	(0)	(33)	140
Solde au 30 juin 2020	(62)	434	(71)	(625)	36	(40)	(330)	(3)	(3)	216	(10)	1	201	(128)
Variation	129	(532)	(185)	(18)	175	-	(430)	(0)	1	(45)	3	(0)	(42)	(472)
Solde au 31 décembre 2020	68	(98)	(256)	(644)	212	(40)	(759)	(3)	(2)	171	(8)	0	159	(600)
Variation ⁽²⁾	(10)	197	82	70	(74)	-	265	1	(3)	19	(1)	1	17	282
Solde au 30 juin 2021	58	99	(173)	(574)	138	(40)	(494)	(2)	(6)	190	(8)	1	176	(318)

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

(2) Inclut, au titre des instruments financiers de couverture une variation de 193 millions d'euros dont 199 millions d'euros concernant Orange SA notamment sur les couvertures en USD et en GBP (voir note 8.2) et au titre des écarts de conversion une variation de 102 millions d'euros portant sur plusieurs devises (voir note 11.5).

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Eléments non monétaires et reclassements de présentation		9 817	6 355
Impôts et taxes d'exploitation		1 219	1 232
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	(12)	(59)
Autres gains et pertes		(16)	(4)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 499	3 549
Dotations aux amortissements des actifs financés		41	22
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		731	652
Dotations (reprises) des provisions		(275)	(288)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		0	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	6	3 702	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		4	(1)
Pertes de valeur des droits d'utilisation		60	6
Résultat des entités mises en équivalence		(1)	6
Écarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		7	(4)
Résultat financier		436	744
Impôts sur les sociétés	7	417	491
Rémunération en actions		5	9
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles ⁽²⁾		276	(1 013)
Diminution (augmentation) des stocks bruts		9	24
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		136	(699)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		22	(248)
Variation des actifs et passifs de contrats clients		164	41
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽³⁾		(54)	(131)
Autres décaissements nets		(2 129)	(2 021)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(985)	(871)
Dividendes encaissés		7	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net ⁽⁴⁾		(651)	(625)
Impôts sur les sociétés décaissés		(500)	(527)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		5 360	4 336
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(4 258)	(3 629)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁵⁾		(4 186)	(3 395)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(227)	(441)
Avance sur subventions d'investissement		20	7
Cessions des actifs corporels et incorporels		135	201
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise		0	(0)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(2)	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur		(42)	(29)
Cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée		0	0
Cession de titres de participation évalués à la juste valeur		90	15
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers		954	301
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		899	436
Autres		55	(135)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(3 258)	(3 344)

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	8.5	1 526	2 028
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁶⁾	8.5	(3 072)	(1 575)
Remboursements des dettes locatives		(882)	(644)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		655	(219)
dont remboursement de titres subordonnés reclassés en 2019 en emprunts à court terme		-	(500)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>		574	132
Effet change des dérivés net		50	72
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	11.4	(311)	-
Coupons sur titres subordonnés	11.4	(163)	(186)
Cessions (rachats) d'actions propres		(3)	(0)
Variations de capital - propriétaires de la société mère		-	-
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		3	1
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	3.2	(333)	(2)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	11.3	(1 330)	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	11.6	(190)	(164)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(3 477)	(1 090)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		(1 375)	(98)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		8 145	6 481
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(1 375)	(98)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		21	(19)
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires		21	(19)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 791	6 364

(1) Les données 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

(2) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et de passif.

(3) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(4) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (59) millions d'euros au 30 juin 2021 et (63) millions d'euros au 30 juin 2020.

(5) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 23 millions d'euros au 30 juin 2021 et 117 millions d'euros au 30 juin 2020 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(6) Dont décaissement sur dettes liées aux actifs financés pour (41) millions d'euros au 30 juin 2021 et (24) millions d'euros au 30 juin 2020.

Note 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe
30 juin 2021				
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)
Services convergents	2 317	933	404	-
Services mobiles seuls	1 122	450	984	-
Services fixes seuls	1 944 ⁽³⁾	225	296	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	6	152	-
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 720	443	486	(4)
Ventes d'équipements	523	310	408	-
Autres revenus	325	0	69	0
<i>Externe</i>	8 658	2 350	2 764	-
<i>Inter-secteurs</i>	292	18	36	(4)
30 juin 2020				
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	(4)
Service convergents	2 268	1 020	357	-
Services mobiles seuls	1 124	517	1 008	-
Services fixes seuls	1 986 ⁽³⁾	238	308	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	4	143	-
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 871	449	506	(4)
Ventes d'équipements	458	263	348	-
Autres revenus	318	12	58	-
<i>Externe</i>	8 694	2 486	2 693	-
<i>Inter-secteurs</i>	330	17	37	(4)

(1) Dont, en 2021, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 547 millions d'euros, en Espagne pour 7 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 637 millions d'euros et dans les autres pays pour 649 millions d'euros.

Dont, en 2020, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 511 millions d'euros, en Espagne pour 6 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 820 millions d'euros et dans les autres pays pour 523 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 668 millions d'euros en 2021 et 660 millions d'euros en 2020.

(3) Dont, en 2021, 1 415 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 529 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit. Dont, en 2020, 1 363 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 623 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

(4) Dont, en 2021, 569 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 265 millions d'euros au titre des services de données. Dont, en 2020, 632 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 326 millions d'euros au titre des services de données.

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
5 164	3 043	3 840	743	(869)	20 870	-	(4)	20 867
1 337	-	-	-	-	3 654	-	-	3 654
1 434	2 329	318	-	(14)	5 189	-	(0)	5 189
522	318	1 834 ⁽⁴⁾	-	(84)	4 533	-	(0)	4 533
158	13	1 565	-	(90)	1 646	-	(2)	1 644
926	310	21	522	(594)	3 906	-	-	3 906
718	54	101	-	(4)	1 392	-	(0)	1 391
70	18	-	221	(84)	551	-	(1)	549
5 114	2 963	3 639	493	-	20 867	-	-	20 867
50	80	201	250	(869)	4	-	(4)	-
5 229	2 845	3 859	728	(915)	20 771	-	(1)	20 769
1 377	-	-	-	-	3 645	-	-	3 645
1 525	2 164	327	-	(18)	5 122	-	(0)	5 122
546	270	1 958 ⁽⁴⁾	-	(86)	4 673	-	(0)	4 673
147	11	1 475	-	(78)	1 556	-	(1)	1 555
952	342	21	530	(654)	4 062	-	-	4 062
611	40	77	-	(2)	1 184	-	(0)	1 184
70	19	-	199	(77)	529	-	(0)	529
5 179	2 756	3 667	474	-	20 769	-	-	20 769
50	89	192	255	(915)	1	-	(1)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021

(en millions d'euros)	France			Europe	
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)	5 164
Achats externes	(3 440)	(1 381)	(1 563)	4	(2 940)
Autres produits opérationnels	633	59	78	(0)	137
Autres charges opérationnelles	(245)	(84)	(81)	0	(165)
Charges de personnel	(1 867)	(135)	(330)	-	(465)
Impôts et taxes d'exploitation	(661)	(82)	(52)	-	(134)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(41)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(142)	(127)	(97)	-	(224)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(4)	(7)	(8)	-	(15)
EBITDAaL	3 181	610	749	-	1 359
Principaux litiges	(31)	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(33)	-	(0)	-	(0)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	(0)	-	(4)	-	(4)
Coûts des programmes de restructuration	(3)	(145)	(3)	-	(148)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(1)	-	(5)	-	(5)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 569)	(542)	(556)	-	(1 098)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	0	-	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(3 702)	-	-	(3 702)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(1)	-	(2)	-	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(0)	-	0	-	0
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	4	7	8	-	15
Résultat d'exploitation	1 548	(3 773)	189	-	(3 584)
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gain (perte) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôts sur les sociétés					

Résultat net de l'ensemble consolidé

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 53 millions d'euros à fin juin 2021. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (14) millions d'euros à fin juin 2021.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opéra- teurs Internationaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Elimina- tions activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajuste- ments de présen- tation ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange
3 043	3 840	743	(869)	20 870	-	(4)	20 867	-	20 867
(1 212)	(1 943)	(992)	1 846	(8 681)	(56)	5	(8 733)	(4)	(8 736)
26	83	1 021	(1 632)	268	56	(2)	322	-	322
(129)	(312)	(19)	655	(216)	(13)	2	(227)	(68)	(295)
(265)	(1 068)	(668)	-	(4 333)	(41)	-	(4 373)	(48)	(4 421)
(295)	(46)	(52)	-	(1 187)	(1)	-	(1 188)	(31)	(1 219)
-	-	-	-	-	-	-	-	12	12
-	-	-	-	-	-	-	-	(245)	(245)
-	-	-	-	(41)	-	-	(41)	-	(41)
(83)	(68)	(212)	-	(729)	(2)	-	(731)	-	(731)
-	-	-	-	-	-	-	-	(60)	(60)
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(33)	(3)	(4)	-	(57)	(0)	-	(58)	58	n/a
1 051	484	(182)	-	5 893	(56)	1	5 837	(385)	n/a
-	-	(58)	-	(89)	-	-	(89)	89	n/a
-	(3)	(6)	-	(42)	0	-	(41)	41	n/a
1	1	14	-	12	-	-	12	(12)	n/a
(32)	(6)	(114)	-	(304)	(1)	-	(305)	305	n/a
-	(1)	(11)	-	(17)	(3)	-	(20)	20	n/a
(479)	(183)	(153)	-	(3 482)	(17)	-	(3 499)	-	(3 499)
-	(0)	-	-	(0)	-	-	(0)	-	(0)
-	-	-	-	(3 702)	-	-	(3 702)	-	(3 702)
0	0	(2)	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
5	0	(4)	-	1	-	-	1	-	1
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
33	3	4	-	57	0	-	58	(58)	n/a
579	295	(514)	-	(1 676)	(77)	1	(1 752)	0	(1 752)
									(461)
									(1)
									(5)
									57
									(58)
									32
									(436)
									(417)
									(2 605)

1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020

(en millions d'euros)	France			Europe	
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	(4)	5 229
Achats externes	(3 313)	(1 395)	(1 520)	4	(2 912)
Autres produits opérationnels	641	63	72	(0)	135
Autres charges opérationnelles	(288)	(103)	(85)	0	(188)
Charges de personnel	(1 900)	(141)	(315)	-	(455)
Impôts et taxes d'exploitation	(735)	(63)	(53)	-	(117)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités					
Coûts des restructurations					
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(102)	(131)	(89)	-	(220)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(4)	(6)	(9)	-	(15)
EBITDAaL	3 301	728	729	-	1 457
Principaux litiges	(167)	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(26)	-	0	-	0
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	23	22	4	-	25
Coûts des programmes de restructuration	(4)	(0)	(3)	-	(3)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(2)	-	(2)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 575)	(528)	(563)	-	(1 091)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(0)	0	1	-	1
Résultat des entités mises en équivalence	0	-	0	-	0
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	4	6	9	-	15
Résultat d'exploitation	1 557	228	174	-	402
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gain (perte) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôts sur les sociétés					
Résultat net de l'ensemble consolidé					

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 34 millions d'euros à fin juin 2020. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (11) millions d'euros à fin juin 2020.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Elimina- tions activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajuste- ments de présenta- tion ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange
2 845	3 859	728	(915)	20 771	-	(1)	20 769	-	20 769
(1 219)	(1 977)	(970)	1 898	(8 493)	(54)	1	(8 546)	-	(8 546)
24	76	1 006	(1 644)	239	37	(5)	271	-	271
(104)	(328)	(17)	661	(265)	(15)	6	(274)	(174)	(448)
(252)	(1 035)	(662)	-	(4 305)	(38)	-	(4 342)	(33)	(4 376)
(264)	(58)	(58)	-	(1 231)	(1)	-	(1 232)	-	(1 232)
-	-	-	-	(22)	-	-	(22)	59	59
(64)	(63)	(202)	-	(651)	(1)	-	(652)	(13)	(13)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	(22)
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	(6)	(6)
(32)	(2)	(4)	-	(58)	(0)	-	(58)	1	n/a
935	471	(179)	-	5 985	(72)	1	5 914	(109)	n/a
-	-	(2)	-	(169)	-	-	(169)	169	n/a
-	(2)	1	-	(28)	(0)	-	(28)	28	n/a
(0)	7	4	-	59	-	-	59	(59)	n/a
(2)	(3)	(6)	-	(17)	(2)	-	(19)	19	n/a
-	(4)	(4)	-	(10)	-	-	(10)	10	n/a
(508)	(205)	(157)	-	(3 536)	(13)	-	(3 549)	-	(3 549)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(0)	(0)	0	-	1	-	-	1	-	1
(1)	1	(6)	-	(6)	-	-	(6)	-	(6)
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
32	2	4	-	58	-	-	58	(58)	n/a
456	267	(345)	-	2 337	(87)	1	2 250	(0)	2 250
									(569)
									(1)
									1
									(115)
									(58)
									(3)
									(744)
									(491)
									1 015

1.4 Investissements sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Elimina- tions Europe
30 juin 2021				
eCapex	2 171	457	413	-
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	19	-	0	-
Licences de télécommunication	207	64	11	-
Actifs financés	23	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels ⁽³⁾	2 420	521	424	-
30 juin 2020				
eCapex	1 635	392	369	-
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	95	75	7	-
Licences de télécommunication	-	3	30	-
Actifs financés	117	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels ⁽⁴⁾	1 847	470	405	-

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 104 millions d'euros en 2021 et pour 110 millions d'euros en 2020.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros en 2021 et pour 126 millions d'euros en 2020.

(3) Dont 1 244 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 964 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(4) Dont 944 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 569 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Europe Total	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises (1)	Opérateurs internationaux et Services partagés (2)	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
870	525	157	110	-	3 832	13	-	3 845
0	6	4	19	0	48	-	-	48
75	11	-	-	-	293	-	-	293
-	-	-	-	-	23	-	-	23
945	541	161	130	-	4 196	13	-	4 208
761	449	174	123	-	3 142	14	-	3 156
82	2	13	6	-	197	-	-	197
33	9	-	-	-	42	-	-	42
-	-	-	-	-	117	-	-	117
875	460	187	129	-	3 499	14	-	3 513

1.5 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe
30 juin 2021				
Ecarts d'acquisition	14 364	3 170	2 640	-
Autres immobilisations incorporelles	4 608	1 807	1 737	-
Immobilisations corporelles	16 570	3 773	3 829	-
Droits d'utilisation	1 847	1 086	1 108	-
Titres mis en équivalence	12	-	6	-
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	9	17	17	-
Total de l'actif non courant	37 410	9 853	9 336	-
Stocks	374	55	145	-
Créances clients	1 759	649	1 023	(1)
Autres actifs de contrats clients	350	165	365	-
Charges constatées d'avance	70	418	81	-
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	650	93	80	-
Total de l'actif courant	3 204	1 380	1 694	(1)
Actifs destinés à être cédés	781	-	-	-
Total de l'actif	41 394	11 233	11 030	(1)
31 décembre 2020				
Ecarts d'acquisition	14 364	6 872	2 640	-
Autres immobilisations incorporelles	4 957	1 852	1 795	-
Immobilisations corporelles	16 038	3 750	3 903	-
Droits d'utilisation	1 523	1 129	1 052	-
Titres mis en équivalence	9	-	5	-
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	9	17	25	-
Total de l'actif non courant	36 900	13 619	9 421	-
Stocks	361	57	162	-
Créances clients	1 975	645	1 046	(0)
Autres actifs de contrats clients	386	154	367	-
Charges constatées d'avance	53	492	51	-
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	803	117	79	-
Total de l'actif courant	3 578	1 465	1 705	(0)
Total de l'actif	40 477	15 085	11 126	(0)

(1) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 575 millions d'euros en 2021 et 573 millions d'euros en 2020.

(2) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 1 664 millions d'euros en 2021 et 1 731 millions d'euros en 2020. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
5 809	1 460	2 232	18	-	23 883	32	-	23 914
3 544	2 007	639 ⁽¹⁾	3 735 ⁽²⁾	-	14 533	90	-	14 623
7 602	3 950	474 ⁽¹⁾	1 095 ⁽²⁾	-	29 691	6	-	29 696
2 194	937	450	2 157	-	7 584	29	-	7 613
6	70	2	7	0	96	-	-	96
-	-	-	-	491	491	-	-	491
34	25	33	20	1 558	1 679	1 148 ⁽³⁾	(27)	2 800
19 189	8 448	3 829	7 032	2 049	77 957	1 304	(27)	79 234
200	86	56	84	-	800	0	-	800
1 670	839	1 063	978	(808)	5 502	45	(86)	5 461
530	14	456	-	-	1 349	-	-	1 349
499	252	74	45	(26)	915	14	(1)	928
-	-	-	-	8 988	8 988	-	-	8 988
174	1 245	178	454	57	2 757	2 585 ⁽⁴⁾	(27)	5 316
3 073	2 436	1 826	1 562	8 211	20 312	2 644	(113)	22 843
-	-	-	10	-	790	-	-	790
22 262	10 884	5 656	8 604	10 260	99 060	3 948	(141)	102 867
9 512	1 443	2 225	18	-	27 561	35	-	27 596
3 647	2 046	640	3 753	-	15 042	93	-	15 135
7 653	3 751	488	1 139	-	29 069	6	-	29 075
2 181	921	456	1 898	-	6 979	30	-	7 009
5	70	2	12	0	98	-	-	98
-	-	-	-	774	774	-	-	774
42	26	31	20	1 633	1 760	1 219 ⁽³⁾	(27)	2 952
23 040	8 257	3 840	6 840	2 406	81 283	1 383	(27)	82 639
219	77	57	100	-	814	-	-	814
1 691	769	1 081	890	(761)	5 645	30	(55)	5 620
521	13	317	-	-	1 236	-	-	1 236
542	131	77	66	(28)	841	9	(1)	850
-	-	-	-	11 260	11 260	-	-	11 260
197	1 196	200	386	155	2 937	2 381 ⁽⁴⁾	(4)	5 313
3 170	2 185	1 733	1 442	10 627	22 734	2 421	(61)	25 094
26 210	10 442	5 573	8 282	13 033	104 017	3 804	(88)	107 733

(3) Dont 1 129 millions d'euros d'actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 et 1 210 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

(4) Dont 2 244 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 (incluant 314 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) et 2 077 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

1.6 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe
30 juin 2021				
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 516	963	984	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	760	352	191	-
Avantages du personnel non courants	1 000	4	15	-
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	567	61	275	-
Total des passifs non courants	3 843	1 380	1 466	-
Dettes locatives courantes	275	243	155	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 410	498	332	-
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 814	827	809	(1)
Passifs de contrats clients	995	148	309	-
Avantages du personnel courants	1 170	37	107	-
Produits constatés d'avance	-	98	15	-
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	902	303	334	-
Total des passifs courants	7 566	2 154	2 061	(1)
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	175	-	-	-
Total du passif et des capitaux propres	11 584	3 534	3 527	(1)
31 décembre 2020				
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 238	977	904	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	613	339	186	-
Avantages du personnel non courants	1 171	9	15	-
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	583	65	302	-
Total des passifs non courants	3 606	1 389	1 407	-
Dettes locatives courantes	240	277	186	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 564	655	413	-
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 646	987	880	(0)
Passifs de contrats clients	940	103	303	-
Avantages du personnel courants	1 166	38	101	-
Produits constatés d'avance	2	114	5	-
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	670	131	242	-
Total des passifs courants	7 229	2 304	2 129	(0)
Total du passif et des capitaux propres	10 835	3 692	3 536	(0)

(1) Dont 27 millions d'euros de passifs financiers non courants en 2021 et 27 millions d'euros en 2020.

(2) Dont 3 252 millions d'euros de passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 et 3 128 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
-	-	-	-	32 657	32 657	(286)	-	32 370
1 947	890	353	1 886	-	6 591	34	-	6 625
544	153	0	-	-	1 457	-	-	1 457
19	74	225	600	0	1 917	9	-	1 926
-	-	-	-	31 499	31 499	-	-	31 499
336	71	24	50	1 301	2 350	100 ⁽¹⁾	(27)	2 423
2 846	1 188	603	2 535	32 800	43 815	143	(27)	43 930
399	100	104	442	-	1 320	-	-	1 320
829	495	54	128	(1)	2 916	-	-	2 916
1 634	1 175	733	886	(808)	6 435	131	(86)	6 480
456	144	534	148	(26)	2 251	-	(1)	2 251
144	91	412	450	-	2 267	22	-	2 289
113	31	28	9	(0)	182	-	-	182
-	-	-	-	3 655	3 655	-	(7)	3 649
638	1 552	253	481	(440)	3 386	3 939 ⁽²⁾	(20)	7 305
4 214	3 588	2 120	2 545	2 380	22 413	4 092	(113)	26 391
-	-	-	(0)	-	175	-	-	175
7 060	4 776	2 723	5 080	67 837	99 059	3 948	(141)	102 867
-	-	-	-	37 251	37 251	(213)	-	37 038
1 881	825	346	1 553	-	5 843	31	-	5 875
525	153	-	-	-	1 291	-	-	1 291
23	72	242	684	0	2 194	8	-	2 202
-	-	-	-	30 858	30 858	-	-	30 858
367	69	39	44	990	2 092	110 ⁽¹⁾	(27)	2 175
2 796	1 119	628	2 282	31 847	42 278	150	(27)	42 401
463	141	118	529	-	1 491	5	-	1 496
1 068	523	60	135	(1)	3 349	-	-	3 349
1 867	1 066	745	848	(761)	6 411	120	(55)	6 475
405	126	422	119	(27)	1 985	-	(1)	1 984
138	72	415	374	(0)	2 166	27	-	2 192
119	36	1	6	(0)	165	-	-	165
-	-	-	-	5 207	5 207	-	(2)	5 205
373	1 435	257	900	80	3 714	3 715 ⁽²⁾	(2)	7 427
4 432	3 398	2 019	2 911	4 498	24 488	3 867	(61)	28 294
7 229	4 517	2 647	5 193	73 596	104 017	3 804	(88)	107 733

1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles

30 juin 2021

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 528)	(77)	(0)	(2 605)
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	9 795	22	1	9 817
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	9	(0)	-	9
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	118	(13)	30	136
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	41	11	(30)	22
Variation des actifs et passifs de contrats clients	163	-	0	164
Variation des autres éléments d'actif et de passif	50	(103)	-	(54)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(983)	(2)	-	(985)
Dividendes encaissés	7	-	-	7
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(649) ⁽¹⁾	(2)	(1)	(651)
Impôts sur les sociétés décaissés	(500)	(0)	-	(500)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	5 523⁽²⁾	(164)	-	5 360
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(4 245)	(13)	-	(4 258)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 173)	(13)	-	(4 186)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(227)	-	-	(227)
Avance sur subventions d'investissement	20	-	-	20
Cessions des actifs corporels et incorporels	135	-	-	135
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	0	(0)	(0)	0
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(41)	(1)	-	(42)
Cessions de titres de participations nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participations évalués à la juste valeur	90	(0)	0	90
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	881	68	5	954
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 317)	54	5	(3 258)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	1 526	-	-	1 526
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(3 072) ⁽⁴⁾	-	-	(3 072)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	626	34	(5)	655
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	568	7	-	574
Effet change des dérivés net	50	-	-	50
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(880)	(2)	-	(882)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	(311)	-	-	(311)
Coupons sur titres subordonnés	(163)	-	-	(163)
Cessions (rachats) d'actions propres	(3)	-	-	(3)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	0	3	-	3
Variations de capital - activités télécoms / services financiers mobiles ⁽⁵⁾	(81)	81	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(333)	-	-	(333)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 330)	-	-	(1 330)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(190)	-	-	(190)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(3 594)	122	(5)	(3 477)

30 juin 2021

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	7 891	254	-	8 145
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(1 386)	12	-	(1 375)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	19	2	-	21
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 523	268	-	6 791

30 juin 2020

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 103	(87)	-	1 015
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	6 321	33	1	6 355
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	24	-	-	24
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	(704)	(4)	9	(699)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	(267)	28	(9)	(248)
Variation des actifs et passifs de contrats clients	41	-	-	41
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(111)	(20)	0	(131)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(873)	2	-	(871)
Dividendes encaissés	3	-	-	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(625) ⁽¹⁾	1	(1)	(625)
Impôts sur les sociétés décaissés	(527)	(0)	-	(527)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	4 385⁽²⁾	(49)	-	4 336
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 615)	(14)	-	(3 629)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 382)	(14)	-	(3 395)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(441)	-	-	(441)
Avance sur subventions d'investissement	7	-	-	7
Cessions des actifs corporels et incorporels	201	-	-	201
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(0)	-	-	(0)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(29)	-	-	(29)
Cessions de titres de participations nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participations évalués à la juste valeur	15	-	-	15
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	351	(49)	(0)	301
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 280)	(63)	(0)	(3 344)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	2 028	-	-	2 028
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(1 575) ⁽⁴⁾	-	-	(1 575)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(211)	(8)	0	(219)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	133	(1)	-	132
Effet change des dérivés net	72	-	-	72

30 juin 2020

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(642)	(2)	-	(644)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	-	-	-	-
Coupons sur titres subordonnés	(186)	-	-	(186)
Autres cessions (rachats) d'actions propres	(0)	-	-	(0)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	1	-	-	1
Variations de capital - activités télécoms / services financiers mobiles ⁽⁵⁾	(89)	89	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(2)	-	-	(2)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(532)	-	-	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(164)	-	-	(164)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(1 168)	78	0	(1 090)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture				
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(62)	(35)	-	(98)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires				
	(19)	-	-	(19)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 031	333	-	6 364

(1) Dont (59) millions d'euros au 30 juin 2021 et (63) millions d'euros au 30 juin 2020 d'intérêts décaissés sur les dettes locatives.

(2) Dont principaux litiges décaissés et encaissés pour (354) millions d'euros au 30 juin 2021 et (18) millions d'euros au 30 juin 2020.

(3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (129) millions d'euros au 30 juin 2021 et (134) millions d'euros au 30 juin 2020.

(4) Dont décaissement au titre des dettes liées aux actifs financés de (41) millions d'euros au 30 juin 2021 et de (24) millions d'euros au 30 juin 2020.

(5) Dont 70 millions d'euros au 30 juin 2021 et 89 millions d'euros au 30 juin 2020 de capital d'Orange Bank souscrit par le groupe Orange.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le cash-flow organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 523	4 385
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 245)	(3 615)
Remboursements des dettes locatives	(880)	(642)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(41)	(24)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	129	134
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	354	18
Cash-flow organique des activités télécoms	840	255

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

1.8 Evolution de l'information sectorielle

Orange a annoncé en février 2021 la création de Totem, une TowerCo européenne qui exploitera, dans un premier temps, un portefeuille de tours composé d'environ 25 500 sites en France et en Espagne. L'entrée en phase opérationnelle de la TowerCo est prévue d'ici la fin de l'année 2021 et aura pour conséquence une évolution de la présentation des informations sectorielles.

Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2021 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2020.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2021 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 28 juillet 2021.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.4.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), à l'exception des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

2.3 Données retraitées de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 relative aux durées exécutoires des contrats IFRS 16

La décision de l'IFRS IC sur la durée exécutoire des contrats a été mise en œuvre au 31 décembre 2020 sur l'ensemble des contrats de location entrant dans le champ d'application de la décision finale du comité d'interprétation. Les conséquences de cette décision pour le Groupe sont décrites dans la Note 2.3.1 – Interprétation et amendement d'IFRS 16 "Contrats de location" des comptes consolidés du 31 décembre 2020. Les données au 30 juin 2020 présentées dans ce rapport ont ainsi été retraitées.

Les effets sur les états financiers consolidés sont présentés dans les tableaux ci-après :

- Effets sur le compte de résultat consolidé :

(en millions d'euros)	Données historiques 30 juin 2020 ⁽¹⁾	Effet de la décision de l'IFRS IC	Données retraitées 30 juin 2020
Chiffre d'affaires	20 769	-	20 769
Achats externes	(8 557)	11	(8 546)
Autres produits opérationnels	271	-	271
Autres charges opérationnelles	(448)	-	(448)
Charges de personnel	(4 376)	-	(4 376)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 232)	-	(1 232)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	59	-	59
Coûts des restructurations	(13)	-	(13)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 549)	-	(3 549)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	(22)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(642)	(11)	(652)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	1	-	1
Pertes de valeur des droits d'utilisation	(6)	-	(6)
Résultat des entités mises en équivalence	(6)	-	(6)
Résultat d'exploitation	2 249	1	2 250
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés	(569)	-	(569)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés	(1)	-	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	1	-	1
Gain (perte) de change	(115)	-	(115)
Intérêts sur les dettes locatives	(56)	(2)	(58)
Autres produits et charges financiers	(3)	(0)	(3)
Résultat financier	(742)	(2)	(744)
Impôts sur les sociétés	(491)	0	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 016	(1)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	927	(0)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	88	(0)	88

(1) Données publiées au 30 juin 2020.

- Effets sur l'état consolidé de la situation financière :

(en millions d'euros)	Données historiques 30 juin 2020 ⁽¹⁾	Effet de la décision de l'IFRS IC	Données retraitées 30 juin 2020
Actif			
Droits d'utilisation	6 197	425	6 622
Impôts différés actifs	859	1	860
Total de l'actif non courant	81 250	426	81 676
Total de l'actif courant	24 178	-	24 178
Total de l'actif	105 428	426	105 854
Passif			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	32 106	(2)	32 104
<i>Dont Réserves</i>	(867)	(2)	(869)
<i>Dont Ecarts de conversion</i>	(71)	0	(71)
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 553	(2)	2 551
<i>Dont Réserves</i>	2 352	(2)	2 349
<i>Dont Ecarts de conversion</i>	216	(0)	216
Total capitaux propres	34 660	(4)	34 656
Dettes locatives non courantes	5 290	359	5 649
Impôts différés passifs	779	0	779
Total des passifs non courants	43 918	360	44 278
Dettes locatives courantes	1 233	70	1 303
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	6 397	(0)	6 397
Total des passifs courants	26 850	70	26 920
Total du passif et des capitaux propres	105 428	426	105 854

(1) Données publiées au 30 juin 2020.

- Effets sur le tableau des flux de trésorerie consolidés :

Les effets de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 sur le tableau des flux de trésorerie consolidés consistent en un reclassement de présentation entre les flux de trésorerie liés à l'activité pour (10) millions d'euros et les flux de trésorerie liés aux opérations de financement pour 10 millions d'euros.

2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1^{er} janvier 2021

Ne sont présentés ci-dessous que les amendements de normes pouvant avoir un impact sur les comptes du Groupe.

2.4.1 Amendement IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 : Réforme IBOR phase 2

Les amendements de normes pour cette phase 2 apportent notamment des expédients pratiques quant à la modification d'instruments financiers ou de contrats de location liée à la réforme IBOR. Pour les instruments de dettes touchés par la réforme IBOR, lors du changement de taux, il ne sera pas nécessaire d'appliquer les dispositions d'IFRS 9 pour déterminer si la modification de l'instrument est substantielle. Les amendements proposent que les modifications des instruments financiers liées à la réforme soient traitées prospectivement comme une actualisation du taux d'intérêt sans impact au compte de résultat. Concernant la comptabilité de couverture, les amendements introduisent une exemption permettant de maintenir la comptabilité de couverture malgré l'évolution des flux de trésorerie futurs impactés par le changement de taux induit par la réforme.

Les discussions avec les contreparties pour négocier le remplacement des indices par les nouveaux sont en cours, hors Euribor dont le remplacement n'est pas prévu à date. Au 30 juin 2021, l'exposition du Groupe relative aux instruments financiers indexés sur des taux variables amenés à disparaître et dont la date de maturité est supérieure à la date de mise en œuvre de la réforme est faible. Le planning des discussions avec les contreparties a été établi afin de pouvoir apporter toutes les modifications juridiques nécessaires aux contrats avant le remplacement effectif des indices utilisés jusqu'à présent dans ces contrats.

2.4.2 Décision du comité d'interprétation IFRS sur le calcul de certains engagements relatifs à certains régimes à prestations définies

L'IFRS IC a été saisi sur les modalités de calcul d'engagements de régimes à prestations définies pour lesquels l'attribution de droits est conditionnée par la présence dans le Groupe au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) et dont les droits dépendent de l'ancienneté, tout en étant plafonnés à un certain nombre d'années d'ancienneté. Pour les régimes revus par l'IFRS IC, le plafond peut intervenir à une date antérieure au départ en retraite.

En France, la lecture de la norme IAS 19, avait conduit à une pratique consistant à évaluer et comptabiliser l'engagement de manière linéaire sur la carrière du salarié dans le Groupe. L'engagement ainsi calculé correspond au prorata des droits acquis par le salarié au moment de son départ à la retraite.

La décision de l'IFRS IC concluant, au cas d'espèce, qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que les droits sont plafonnés après un certain nombre d'années d'ancienneté ("X"), l'engagement ne serait comptabilisé que sur les X dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise.

La décision de l'IFRS IC ayant été publiée en fin de semestre et la mise en œuvre de cette décision nécessitant de revoir les modèles de calculs actuariels, le Groupe continue son analyse afin d'estimer l'effet de cette application.

Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat de cession des actifs immobilisés ⁽¹⁾	15	59
Résultat de cession de titres et d'activités	(3)	0
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	12	59

(1) Dont en 2021, 48 millions d'euros de prix de cession et (33) millions d'euros de valeur nette comptable et en 2020, 197 millions d'euros de prix de cession et (139) millions d'euros de valeur nette comptable.

3.2 Principales variations de périmètre

Offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur Orange Belgium

Le 8 avril 2021, Orange SA a lancé une offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur 46,97 % du capital d'Orange Belgium, correspondant au solde des actions non détenues directement et indirectement, au prix de 22 euros par action. L'offre a été ouverte du 8 au 23 avril 2021 puis réouverte volontairement du 28 avril au 4 mai aux mêmes conditions. A l'issue de l'offre, Orange SA détenait directement et indirectement 76,97 % du capital social d'Orange Belgium.

Le coût total d'acquisition de ces actions s'élève à 316 millions d'euros. Cette offre de rachat d'actions n'a pas modifié le contrôle préexistant du groupe Orange sur Orange Belgium, ses filiales et participations. Ainsi, dans les états financiers consolidés, cette transaction se traduit par un effet de (316) millions d'euros sur les capitaux propres (dont (172) millions d'euros relatifs à la part attribuable aux propriétaires de la société mère et (144) millions d'euros relatifs à la part attribuable aux actionnaires minoritaires).

Transactions en cours au 30 juin 2021

Projet de cession de 50 % d'une filiale d'Orange Polska dans le cadre de la création d'une FiberCo en Pologne

Le 11 avril 2021, Orange Polska a signé un accord préliminaire avec APG Group (filiale d'APG dénommée Acari Investments Holding B.V.), pour la vente de 50 % du capital de la filiale d'Orange Polska SA, Światłowód Inwestycje, qui deviendra une entité contrôlée conjointement par Orange Polska et APG Group destinée à construire une infrastructure de fibre et à offrir des services d'accès de gros. La transaction valorise Światłowód Inwestycje à 600 millions d'euros environ. La réalisation de la transaction est attendue sur le second semestre 2021 et n'a donc pas d'effets significatifs sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021.

L'opération est conditionnée à l'approbation par les autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à l'approbation par les autorités compétentes des opérations d'apports des actifs fibre d'Orange Polska à Światłowód Inwestycje.

Lorsque la transaction sera effective, la participation de 50 % d'Orange Polska dans le capital de cette FiberCo et l'exercice d'un contrôle conjoint avec APG Group conduiront à consolider cette société selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange.

Projet de cession de 50 % du capital d'Orange Concessions

Le 26 mars 2021, Orange a conclu un accord définitif avec La Banque des Territoires (Caisse des Dépôts), CNP Assurances, et EDF Invest pour la vente de 50 % du capital et le co-contrôle d'Orange Concessions. Cette transaction valorise Orange Concessions à 2,7 milliards d'euros.

La transaction n'a pas encore reçu les approbations définitives des autorités compétentes en matière de concurrence et de réglementation.

Le Groupe a réapprécié les conditions suspensives résiduelles de réalisation de l'opération, qui devraient être levées lors du second semestre 2021, et a conclu que les critères établis par la norme IFRS 5 étaient désormais satisfaits au 30 juin 2021.

Ainsi, les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions sont comptabilisés dans l'état de la situation financière sur deux lignes dédiées à l'actif et au passif, intitulées respectivement "actifs destinés à être cédés" et "passifs liés aux actifs destinés à être cédés".

A l'issue de la transaction, Orange Concessions sera alors consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange (du fait de la perte du contrôle exclusif d'Orange sur l'entité Orange Concessions).

La juste valeur estimée des actifs destinés à être cédés étant supérieure à leur valeur comptable, aucune perte de valeur de ces actifs n'a été constatée dans les comptes consolidés au 30 juin 2021.

Les données chiffrées afférentes aux actifs et passifs destinés à être cédés sont présentées ci-après :

– Etat de la situation financière

(en millions d'euros)	30 juin 2021
Autres immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	600
Immobilisations corporelles	10
Actifs financiers non courants	40
Créances clients	75
Actifs financiers courants	19
Impôts et taxes d'exploitation	44
Charges constatées d'avance	2
Total actifs destinés à être cédés	790
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	62
Autres passifs non courants	2
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	15
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	33
Passifs financiers courants	1
Autres passifs courants	58
Impôts sur les sociétés	2
Produits constatés d'avance	2
Total passifs liés aux actifs destinés à être cédés	175

(1) Comprennent principalement les droits d'exploitation conférés par les contrats de concession de services des réseaux d'initiative publique mis en place en France.

Note 4 Ventes

4.1 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Valeur nette des créances clients en début de période	5 620	5 320
Variations liées à l'activité	(97)	379
Variations de périmètre	(2)	4
Ecart de conversion	22	(90)
Reclassements et autres	(8)	7
Reclassement en activités destinées à être cédées	(75)	-
Valeur nette des créances clients en fin de période	5 461	5 620

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Créances clients nettes dépréciées sur la base de l'ancienneté	1 102	1 145
Créances clients nettes dépréciées sur la base d'autres critères	346	400
Créances clients nettes échues	1 448	1 544
Non échues ⁽¹⁾	4 013	4 076
Créances clients nettes	5 461	5 620
Dont part à court terme	5 223	5 382
Dont part à long terme ⁽²⁾	238	238
Dont créances clients nettes des activités télécoms	5 461	5 620
Dont créances clients nettes des activités des Services Financiers Mobiles	-	-

(1) Les créances non échues sont présentées nettes du solde des pertes anticipées sur créances clients, qui s'élève à (56) millions d'euros au 30 juin 2021 et (56) millions d'euros au 31 décembre 2020.

(2) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2021 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (115) millions d'euros sur la période au compte de résultat ((225) millions d'euros au 30 juin 2020).

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2020, du fait de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19, des mesures de soutien économique à destination des entreprises et des particuliers ont été maintenues par un certain nombre d'États et ont contribué à contenir partiellement le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2021, mais réduisent la visibilité de l'ampleur de la dégradation attendue de l'environnement économique (notamment sur le risque de défaillances des entreprises).

Au regard de ces incertitudes persistantes, le Groupe a renforcé son suivi du recouvrement des créances clients afin de gérer et d'adapter les mesures de relance.

Pour les Services Financiers Mobiles, les effets de la crise sanitaire sur le risque de crédit bancaire sont décrits en note 10.2.

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2020, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Dépréciations sur créances clients - en début de période	(983)	(888)
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(115)	(383)
Pertes réalisées sur créances clients	154	275
Variations de périmètre	(0)	0
Écarts de conversion	(4)	13
Reclassements et autres	0	0
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Dépréciations sur créances clients - en fin de période	(948)	(983)

Programmes de cession sans recours de créances commerciales

Orange a mis en place des programmes de cession sans recours de ses créances à paiements étalés dans plusieurs pays. Les créances cédées concernent principalement l'Espagne (dont une partie a été cédée à Orange Bank - voir note 10.1), la Pologne et la France et s'élèvent à environ 355 millions d'euros au premier semestre 2021 contre environ 640 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Note 5 Autres charges

5.1 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(115)	(225)
Litiges	(84)	(169)
Coût du risque de crédit bancaire	(16)	(11)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(10)	(5)
Résultat de change opérationnel	(2)	8
Autres charges	(68)	(46)
Total	(295)	(448)

Les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms sont détaillées en note 4.1.

Le coût du risque de crédit concerne uniquement les Services Financiers Mobiles et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties (voir note 10.2).

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles. Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 12.

5.2 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Plans de départs des salariés ⁽¹⁾	(193)	(7)
Immobilier	(5)	2
Autres	(47)	(8)
Total coûts des restructurations	(245)	(13)

(1) Principalement le plan de départs volontaires d'Orange Espagne en 2021 (environ 400 personnes concernées entre 2021 et 2022).

5.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Extension des délais de règlement de fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Depuis plusieurs années, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 440 millions d'euros au 30 juin 2021. Le montant au 31 décembre 2020 était d'environ 435 millions d'euros.

Note 6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition

6.1 Pertes de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Espagne	(3 702)	-
Total des pertes de valeur des écarts d'acquisition	(3 702)	-

Les tests de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) peuvent entraîner des pertes de valeur sur les écarts d'acquisition et sur les actifs immobilisés.

Au 30 juin 2021

Les tests de perte de valeur ont été réalisés sur l'ensemble des UGT sur la base de la mise à jour du plan stratégique (sur l'horizon 2021-2025) réalisée par le Groupe au premier semestre (voir note 6.3). Les valeurs d'utilité au 30 juin 2021 ont été déterminées en suivant les mêmes principes que ceux décrits dans la note 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2020.

En Espagne, le plan d'affaires a été révisé à la baisse de manière significative depuis le 31 décembre 2020, compte tenu :

- d'un contexte concurrentiel qui continue de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché en cours (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et ;
- des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique).

Outre la dégradation du plan d'affaires, le Groupe a également intégré les effets attendus de l'opération TowerCos en Espagne sur les flux futurs de trésorerie de l'UGT Espagne, l'opération étant prévue d'ici la fin de l'année.

La révision du plan d'affaires en Espagne a conduit à la comptabilisation d'une dépréciation de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants au 30 juin 2021, soit 7,7 milliards d'euros.

Au 30 juin 2020

La revue des indicateurs n'avait pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

6.2 Ecart d'acquisition

(en millions d'euros)	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
France	14 377	(13)	14 364	14 364
Europe	13 485	(7 675)	5 809	9 512
Espagne	6 986	(3 816)	3 170	6 872
Roumanie	1 806	(570)	1 236	1 236
Slovaquie	806	-	806	806
Belgique	1 048	(713)	335	336
Pologne	2 695	(2 558)	137	136
Moldavie	75	-	75	76
Luxembourg	68	(19)	50	50
Afrique et Moyen-Orient	2 559	(1 099)	1 460	1 443
Burkina Faso	428	-	428	428
Côte d'Ivoire	417	(42)	375	375
Maroc	265	-	265	253
Sierra Leone	117	-	117	118
Jordanie	265	(159)	106	103
Cameroun	134	(90)	44	44
Autres	934	(809)	125	122
Entreprises Opérateurs Internationaux et Services Partagés	18	-	18	18
Services Financiers Mobiles	32	-	32	35
Ecart d'acquisition	33 350	(9 436)	23 914	27 596

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
		Valeur brute en début de période	
Acquisitions		1	26
Cessions		(4)	-
Ecart de conversion		79	(331)
Reclassement en activités destinées à être cédées		-	-
Valeur brute en fin de période		33 350	33 273
Cumul des pertes de valeur en début de période		(5 678)	(5 935)
Pertes de valeur	6.1	(3 702)	-
Cessions		-	-
Ecart de conversion		(56)	257
Reclassement en activités destinées à être cédées		-	-
Cumul des pertes de valeur en fin de période		(9 436)	(5 678)
Valeur nette des écarts d'acquisition		23 914	27 596

6.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables

Les hypothèses clés opérationnelles sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations. A cet égard, la révision des anticipations peut affecter la marge des valeurs recouvrables sur la valeur comptable testée (voir note 6.4) et entraîner une perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés.

En 2021, le Groupe a mis à jour son plan stratégique. Ainsi, de nouveaux plans d'affaires ont été établis sur l'ensemble des UGT. A noter que les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions classés en actifs et passifs destinés à être cédés au 30 juin 2021 n'ont pas été testés au sein de l'UGT France. Ils ont fait l'objet d'un test de dépréciation dédié (voir note 3.2).

Les **taux d'actualisation et de croissance à l'infini** utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante à fin juin 2021 :

- les taux d'actualisation, qui peuvent incorporer une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, connaissent une baisse en Europe en raison, d'une part, des taux d'intérêt abaissés par les

banques centrales en réaction à la crise, et d'autre part, d'une baisse des betas en raison de la moindre réaction des opérateurs télécoms européens à l'évolution des indices.

- les taux de croissance à l'infini ont été maintenus pour la plupart des géographies, les effets de la crise sanitaire ne conduisant pas à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe.

Au 30 juin 2021, les plans d'affaires et les hypothèses clés opérationnelles ont été sensibles aux éléments suivants :

- les conséquences de l'épidémie de Covid-19 : situation dégradée par rapport au 31 décembre 2020 sur certaines géographies de l'horizon de retour à une situation économique jugée normale (comme en Espagne ou en Roumanie) ;
- les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrage entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, de règles d'attribution des licences d'exploitation de la 5G ou en matière de concentration ;
- la forte intensité concurrentielle des marchés sur lesquels opère le Groupe où la pression tarifaire est forte, notamment en Espagne ;
- les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations de revenus ;
- et spécifiquement au Moyen-Orient et au Maghreb (Jordanie, Egypte, Tunisie) ainsi que dans certains pays africains (Mali, République démocratique du Congo, République Centrafricaine, Sierra Leone et Burkina Faso) : l'évolution de la situation politique et de la sécurité avec leurs conséquences économiques qui affecte négativement le climat général des affaires.

Les paramètres utilisés pour la détermination de la valeur recouvrable des principales activités consolidées ou des activités les plus sensibles aux hypothèses des tests de dépréciation sont les suivants :

30 juin 2021	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie
Base retenue pour la valeur recouvrable					
Source retenue					
Méthodologie					
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,5 %	0,3 %	2,3 %
Taux d'actualisation après impôt	5,8 % ⁽¹⁾	6,8 %	7,0 %	7,0 %	6,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	7,5 %	8,4 %	8,3 %	9,4 %	7,6 %

31 décembre 2020	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie	Belgique/ Maroc	Luxembourg
Base retenue pour la valeur recouvrable							
Source retenue							
Méthodologie							
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,5 %	0,3 %	2,3 %	2,8 %	n/a
Taux d'actualisation après impôt	5,5 % ⁽¹⁾	6,5 %	7,3 %	7,5 %	7,5 %	7,3 %	n/a
Taux d'actualisation avant impôt	7,4 %	8,1 %	8,5 %	10,2 %	8,5 %	8,6 %	n/a

(1) Le taux d'actualisation après impôt de la France intègre une baisse d'impôt sur les sociétés à 25,82% à horizon 2022.

Comme au 31 décembre 2020, la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg a été définie au 30 juin 2021 sur la base de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle portant sur les actions d'Orange Belgium SA clôturée le 4 mai 2021.

Les filiales cotées du Groupe sont Orange Polska (Bourse de Varsovie), Orange Belgium (Bourse de Bruxelles), Jordan Telecom (Bourse d'Amman) et Sonatel (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)). Celles-ci, qui publient leurs propres informations réglementées, représentent collectivement une contribution inférieure ou égale à 20 % du chiffre d'affaires, du résultat d'exploitation et du résultat net de l'ensemble consolidé.

Marque Orange

Concernant la marque Orange, les hypothèses clés et sources de sensibilité utilisées dans la détermination de la valeur recouvrable sont similaires à celles des écarts d'acquisition des activités consolidées, qui affectent notamment l'assiette de chiffre d'affaires et potentiellement le niveau de redevances de marque.

Les paramètres utilisés pour la détermination de sa valeur recouvrable sont les suivants :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Source retenue	Plan interne	Plan interne
Méthodologie	Flux de redevances nettes actualisés	Flux de redevances nettes actualisés
Taux de croissance à l'infini	1,2 %	1,2 %
Taux d'actualisation après impôt	7,3 %	6,9 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,3 %	8,3 %

6.4 Sensibilité des valeurs recouvrables

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la valeur recouvrable, une modification de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité nets des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (incluant une charge d'impôt normative, les remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, des intérêts financiers associés et excluant les autres intérêts financiers).

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur les principales activités consolidées ou les activités les plus sensibles aux hypothèses des tests de dépréciation et est présentée ci-dessous pour permettre aux lecteurs des états financiers d'estimer les effets de leur propre estimation. Des variations des flux de trésorerie, des taux de croissance à l'infini ou des taux d'actualisation supérieures à celles des niveaux de sensibilité présentés ont été historiquement observées.

Augmentation du taux d'actualisation nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en points de base)	Diminution du taux de croissance à l'infini nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en points de base)	Diminution des flux de trésorerie de l'année terminale nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en %)
--	---	---

30 juin 2021

France	+258 pdb	(248) pdb	-43 %
Pologne	+365 pdb	(302) pdb	-38 %
Entreprises	+1211 pdb	(1082) pdb	-89 %
Roumanie	+40 pdb	(42) pdb	-9 %

31 décembre 2020

France	+141 pdb	(124) pdb	-28 %
Espagne	+1 pdb	(1) pdb	0 %
Pologne	+189 pdb	(151) pdb	-23 %
Entreprises	+1 067 pdb	(1 691) pdb	-82 %
Roumanie	+49 pdb	(49) pdb	-9 %
Maroc	+354 pdb	(433) pdb	-53 %
Belgique	n/a	n/a	n/a

Espagne

Au 30 juin 2021, la valeur d'utilité de l'UGT Espagne a été révisée sur la base des hypothèses clés de valorisation établies par la gouvernance locale. La révision des hypothèses s'est traduite par une dépréciation de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition.

Une analyse de sensibilité a été menée sur chacun des critères suivants, pris individuellement :

- hausse du taux d'actualisation de 0,25 % ;
- baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25 % ;
- baisse des flux de trésorerie de l'année terminale de 5 %.

Cette analyse de sensibilité a mis en évidence un risque de dépréciation complémentaire estimé entre 10 % et 15 % de la valeur nette de l'écart d'acquisition au 30 juin 2021 selon les critères retenus pris isolément.

Belgique

Au 30 juin 2021, la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg a été définie sur la base de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle portant sur toutes les actions d'Orange Belgium SA clôturée le 4 mai 2021. Les analyses de sensibilité, calculées sur les flux de trésorerie et les paramètres financiers, ne sont donc pas pertinentes sur ces UGT au 30 juin 2021. Une variation de 1 euro du cours de référence par action utilisé pour calculer la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg aurait un effet sur la valeur recouvrable de 0,1 milliard d'euros.

Autres

Une analyse de sensibilité a également été menée sur la Roumanie sur chacun des critères suivants, pris individuellement :

- hausse du taux d'actualisation de 1 % ;
- baisse du taux de croissance à l'infini de 1 % ;
- baisse des flux de trésorerie de l'année terminale de 10 %.

Cette analyse de sensibilité a mis en évidence un risque de dépréciation estimé pouvant aller jusqu'à 20 % de la valeur nette de l'écart d'acquisition.

Les autres entités non présentées ci-dessus représentent individuellement une quote-part des valeurs recouvrables des entités consolidées inférieure à 3 % ou ne présentent pas une valeur recouvrable proche de la valeur nette.

Note 7 Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Impôts sur les sociétés	(417)	(491)
Impôt exigible	(182)	(474)
Impôt différé	(236)	(18)

Au 30 juin 2021, la charge d'impôt exigible intègre un produit d'impôt constaté suite à la réestimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées. La charge d'impôt différé comprend une augmentation de (188) millions d'euros au titre des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite à l'évolution du taux d'impôt à 25 % à partir de 2023 ainsi qu'une dépréciation de (140) millions d'euros des impôts différés actifs de l'Espagne.

Au 30 juin 2020, la charge d'impôt différé comprenait une augmentation de (63) millions d'euros des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite au maintien à 19 % du taux d'impôt (contre une baisse initiale prévue du taux à 17 % à compter de 2020) ainsi qu'une dépréciation de (50) millions d'euros des impôts différés actifs de l'Espagne.

Recouvrabilité des impôts différés actifs

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. En 2021, le Groupe a mis à jour son plan stratégique. La recouvrabilité est appréciée au regard des nouveaux plans d'affaires utilisés pour les tests de pertes de valeur (voir note 6).

Au 30 juin 2021, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne, une charge d'impôt différé de (140) millions d'euros a été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs de la dégradation des plans d'affaires.

Au 30 juin 2020, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne, une charge d'impôt différé de (50) millions d'euros avait été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs de la dégradation des plans d'affaires.

Evolution des contentieux et contrôles fiscaux

Contrôles fiscaux

Orange SA a fait l'objet de contrôles fiscaux portant sur les années 2017 et 2018 dont le montant total des redressements notifiés sur ce premier semestre 2021 s'élève à 438 millions d'euros (pénalités et intérêts de retards inclus).

Ces redressements concernent principalement le calcul de la TVA sur les offres numériques Odyssee, de la taxe Copé sur ces mêmes offres numériques, la taxe sur les services de télévision et le calcul des redevances de marque payées par Orange SA à la société britannique Orange Brand Services Ltd.

L'ensemble de ces redressements sont contestés par Orange SA. Pour les besoins d'établissement des comptes consolidés, le Groupe procède à la meilleure estimation du risque sur ces redressements en fonction des mérites techniques des positions défendues.

Contentieux fiscaux

Les autres contentieux fiscaux n'ont pas connu d'évolutions majeures sur la période.

Note 8 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)

8.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 8 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 10 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour ses actifs et passifs, le résultat financier étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2021.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	1 129	-		1 129	10.1.1	-
Actifs financiers non courants	978	1 006	8.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	305	305	8.3	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 237	-		2 244	10.1.1	(7)
Actifs financiers courants	2 361	2 362	8.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	154	154	8.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 791	6 523	8.3	268		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	-	-		28	10.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 182	31 182	8.3	-		-
Dérivés passifs non courants	384	317	8.3	67		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 251	-		3 252	10.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 516	3 523	8.3	-		(7)
Dérivés passifs courants	133	133	8.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

8.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

Les gains et pertes de change incluent principalement l'effet de la revalorisation des dérivés de transaction détenus en couverture économique des nominaux des titres subordonnés libellés en livres sterling et enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 11.4).

A fin juin 2021, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 193 millions d'euros contre 554 millions d'euros au premier semestre 2020. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps*. Le gain sur le premier semestre 2021 s'explique principalement par l'appréciation de la livre sterling et du dollar contre l'euro. Le gain sur le premier semestre 2020 s'expliquait principalement par la baisse du différentiel de taux euro-dollar sur la période.

8.3 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
TDIRA ⁽¹⁾	636	636
Emprunts obligataires	28 903	29 848
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 433	3 671
Dettes sur actifs financés	271	295
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	143	31
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽²⁾	1 032	555
Banques créditrices	205	154
Autres passifs financiers	82	70
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	34 705	35 260
Dérivés passifs courants et non courants ⁽³⁾	450	804
Dérivés actifs courants et non courants ⁽³⁾	(459)	(294)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	(331)	(541)
Endettement financier brut après dérivés (a)	34 365	35 229
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽⁴⁾	(187)	(642)
Placements à la juste valeur ⁽⁵⁾	(2 311)	(3 206)
Quasi-disponibilités	(3 892)	(5 140)
Disponibilités	(2 631)	(2 751)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(9 021)	(11 740)
Endettement financier net (a) + (b)	25 344	23 489

(1) Titres à durée indéterminée remboursables en actions.

(2) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(3) Au 30 juin 2021, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 369 millions d'euros.

(4) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(5) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

8.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Au cours du premier semestre 2021, Orange SA a procédé :

- au remboursement à échéance de deux emprunts obligataires pour 1 852 millions d'euros dont 1 250 millions d'euros et 517 millions de livres sterling soit 602 millions d'euros au cours indicatif du jour ;
- au remboursement anticipé le 1^{er} avril 2021 d'un emprunt obligataire de 1 000 millions de dollars (soit 851 millions d'euros au cours indicatif du jour) dont la maturité initiale était le 14 septembre 2021.

Orange SA a également émis deux emprunts obligataires le 29 juin 2021 :

- 800 millions d'euros à échéance 29 juin 2034 avec un coupon de 0,75 % ;
- 700 millions d'euros à échéance 29 juin 2026 avec un coupon de 0,00 %.

8.5 Actifs financiers

Les actifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021			31 décembre 2020
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	355	-	355	431
Titres de participation	355	-	355	431
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	343	2 311	2 654	3 990
Placements à la juste valeur ⁽¹⁾	-	2 311	2 311	3 206
Titres de participation	156	-	156	141
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	187	-	187	642
Actifs financiers au coût amorti	308	51	359	382
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾	40	29	70	55
Autres	268	21	289	327
Total Actifs financiers	1 006	2 362	3 368	4 803

(1) Exclusivement des *NEU Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

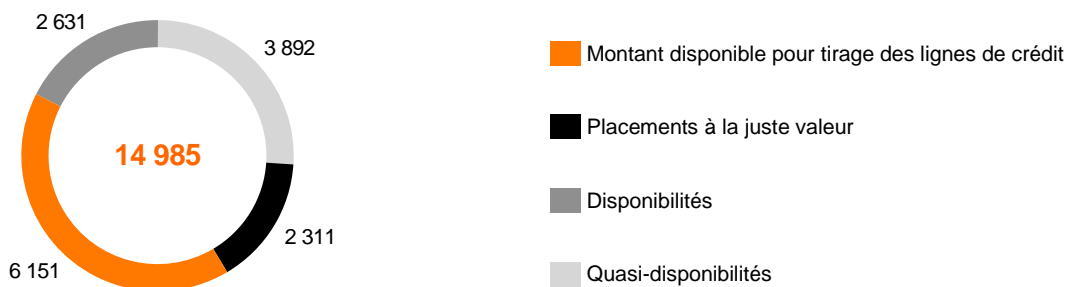
Note 9 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)

9.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2021, dans la continuité de l'exercice 2020, la crise sanitaire n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Ainsi, le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Les couvertures de flux de trésorerie en place, notamment, n'ont pas été remises en cause malgré la crise. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié lui permettant de présenter au 30 juin 2021 la position de liquidité suivante :

Position de liquidité

(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 4.1.

9.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange n'a pas évolué au premier semestre 2021 par rapport au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+
Perspective	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

9.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2020 demeurent respectés.

9.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2021.

Note 10 Activités des Services Financiers Mobiles

10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles

Les comptes des activités des Services Financiers Mobiles ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 8 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 10 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour les actifs et passifs financiers, le résultat financier qui y est associé étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2021.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	1 129	-		1 129	10.1.1	-
Actifs financiers non courants	978	1 006	8.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	305	305	8.3	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 237	-		2 244	10.1.1	(7)
Actifs financiers courants	2 361	2 362	8.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	154	154	8.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 791	6 523	8.3	268		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	-	-		28	10.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 182	31 182	8.3	-		-
Dérivés passifs non courants	384	317	8.3	67		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 251	-		3 252	10.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 516	3 523	8.3	-		(7)
Dérivés passifs courants	133	133	8.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

Le secteur Services Financiers Mobiles regroupe Orange Bank et d'autres entités. La contribution des autres entités à l'état de la situation financière du secteur Services Financiers Mobiles et a fortiori du Groupe n'étant pas matérielle, seules les données d'Orange Bank font l'objet d'une présentation détaillée ci-dessous.

10.1.1 Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021			31 décembre 2020
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	2	-	2	2
Titres de participation	2	-	2	2
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat	552	5	557	540
Titres de dettes	552	5	557	540
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	84	-	84	94
Placements à la juste valeur	-	-	-	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	68	-	68	74
Autres	16	-	16	20
Actifs financiers au coût amorti	491	2 243	2 734	2 651
Titres à revenu fixe	491	4	495	579
Prêts et créances auprès de la clientèle	-	2 173	2 173	2 000
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	-	59	59	70
Autres	-	7	7	2
Total Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank	1 129	2 248	3 377	3 288

Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en début de période	540	656
Acquisitions	296	386
Remboursements et cessions	(285)	(500)
Variation de juste valeur	2	1
Autres effets	2	(3)
Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en fin de période	557	540

Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

Dans le cadre de la retranscription des comptes de la banque dans le plan comptable Groupe, ont été rassemblés au sein des opérations avec la clientèle : les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle.

A fin juin 2021, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (représentant 825 millions d'euros), de crédits à l'habitat (représentant 890 millions d'euros) et de rachat de créances entre Orange Bank Espagne et Orange Espagne (représentant 324 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

10.1.2 Passifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées principalement par des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 1 767 millions d'euros, des établissements de crédit pour 1 091 millions d'euros ainsi que par des certificats de dépôts pour 394 millions d'euros.

A fin juin 2021, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 925 millions d'euros et de comptes ordinaires de la clientèle pour 841 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et emprunts à terme.

10.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank

Dans le contexte de crise sanitaire, Orange Bank continue de maintenir une politique de provisionnement prudente.

Compte tenu de l'incertitude liée aux effets de la crise sanitaire sur l'évolution du risque de crédit, Orange Bank a décidé de maintenir inchangées les provisions spécifiques Forward Looking de 6 millions d'euros et sectorielles de 5 millions d'euros enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2020, la nature et les encours des crédits en portefeuille connaissant peu d'évolution sur le semestre. Orange Bank mettra à jour ces provisions sur le second semestre 2021 en tenant compte de l'évolution du contexte économique et des scénarios macro-économiques.

Par ailleurs, Orange Bank avait constaté au 31 décembre 2020 une provision de 4 millions d'euros sur le portefeuille des crédits à la consommation ayant pour objectif de prendre en compte l'impact de l'entrée en vigueur de la nouvelle définition du défaut à partir du 1^{er} janvier 2021. Du fait de la stabilité des encours de la banque, cette provision est maintenue au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, le coût du risque d'Orange Bank s'élève à 11 millions d'euros (soit 1 % de l'encours moyen).

En France, le coût du risque au 30 juin 2021 s'établit à 4 millions d'euros (soit 0,43 % de l'encours moyen).

En Espagne, Orange Bank a reconnu une provision de 7 millions d'euros sur le programme de cession de créances avec Orange Espagne lancé sur le deuxième semestre 2020 en raison de la progression des encours en défaut sur la période. Par ailleurs, au cours du premier semestre 2021, Orange Bank a revu légèrement à la hausse les taux préconisés par la Banque d'Espagne afin de tenir compte d'un profil de risque plus élevé que ce que reflètent les taux de la Banque d'Espagne.

Note 11 Capitaux propres

Au 30 juin 2021, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2021, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,40 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 6,47 % du capital et 10,04 % des droits de vote.

11.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2021.

Au cours de la période close le 30 juin 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'élève à 2 659 134 113 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives est également de 2 659 134 113 actions compte tenu de l'absence de caractère dilutif des TDIRA et des plans d'attribution gratuite d'actions (*Long Term Incentive Plan* - LTIP) à fin juin 2021.

11.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 18 mai 2021, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2021) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2020. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2021 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 mars 2021.

Au 30 juin 2021, la société détient 1 162 915 actions propres (dont 520 000 au titre du contrat de liquidité et 642 915 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP 2019-2021 et 2020-2022).

Au 31 décembre 2020, la société détenait 1 265 099 actions propres (dont 170 000 au titre du contrat de liquidité et 1 095 099 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP 2018-2020, 2019-2021 et 2020-2022).

11.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 18 mai 2021 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,90 euro par action au titre de l'exercice 2020. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,40 euro par action, mis en paiement le 9 décembre 2020 pour un montant total de 1 064 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,50 euro par action a été mis en paiement le 17 juin 2021 pour un montant de 1 330 millions d'euros.

11.4 Titres subordonnés

Nominal des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2021, Orange a procédé à une émission et à un rachat simultanés de titres subordonnés ainsi qu'au remboursement de deux souches de titres subordonnés :

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions de devises)	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	31 décembre 2020 (en millions d'euros)	Emission / Rachat / Remboursement (en millions d'euros) ⁽¹⁾	30 juin 2021 (en millions d'euros)	Nominal résiduel (en millions de devises)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	4,25 %	-	-	-	-
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	1 000	-	1 000	1 000
07/02/2014	650	782	GBP	5,875 %	514	(514)	-	-
01/10/2014	1 000	1 000	EUR	4,00 %	118	(118)	-	-
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	1 250	-	1 250	1 250
01/10/2014	600	771	GBP	5,75 %	721	(174)	547	426
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,375 %	1 000	-	1 000	1 000
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	500	-	500	500
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	700	-	700	700
11/05/2021	500	500	EUR	1,375 %	-	500	500	500
Emissions et rachats de titres subordonnés					5 803	(306)	5 497	

(1) Au taux de change d'origine.

Le 11 mai 2021, Orange a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 500 millions d'euros de titres subordonnés de dernier rang avec un coupon de 1,375 % jusqu'à la première date d'ajustement. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à partir du 11 mai 2029. Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 0,25 % en 2034 et de 1,00 % supplémentaire en 2049.

Orange dispose d'une option de rachat de cette tranche à compter du 11 mai 2029 (première date de révision des taux de la tranche considérée), et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Cette émission de titres subordonnés a fait l'objet d'un prospectus visé par l'AMF le 7 mai 2021 (visa no.21-141).

Rémunération des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2021, la rémunération des titres subordonnés a été la suivante :

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions de devises)	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	30 juin 2021		30 juin 2020	
					(en millions de devises)	(en millions d'euros)	(en millions de devises)	(en millions d'euros)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	4,25 %	-	-	(21)	(21)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	(53)	(53)	(53)	(53)
07/02/2014	650	782	GBP	5,875 %	(32)	(36)	(38)	(45)
01/10/2014	1 000	1 000	EUR	4,00 %	(3)	(3)	-	-
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	-	-	-	-
01/10/2014	600	771	GBP	5,75 %	(33)	(38)	(35)	(38)
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,375 %	(24)	(24)	(24)	(24)
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	(9)	(9)	(4)	(4)
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	-	-	-	-
11/05/2021	500	500	EUR	1,375 %	-	-	-	-
Rémunération versée sur titres subordonnés						(163)	(185)	
Coupons sur titres subordonnés reclassés en emprunts court terme fin 2019 et versés en 2020						-	21	
Rémunération sur titres subordonnés en capitaux propres						(163)	(164)	

Les effets d'impôts associés à la conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling et associés aux résultats de cession, primes et frais d'émission sur les titres subordonnés qui ont fait l'objet d'un refinancement sont présentés dans les "autres mouvements" du tableau de variation des capitaux propres consolidés et s'élèvent à 25 millions d'euros au 30 juin 2021.

11.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	103	(184)
Reclassement dans le résultat de la période	(1)	0
Total écarts de conversion	102	(184)

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2021, l'augmentation de 102 millions d'euros est liée à l'appréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne, le zloty ou encore le dinar jordanien ;
- sur le premier semestre 2020, une diminution de (94) millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty ainsi que (30) millions d'euros au titre de la dépréciation de la couronne norvégienne.

11.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 479	2 653
<i>dont groupe Orange Polska</i>	980	953
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	705	755
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	133	285
<i>dont Orange Jordanie</i>	155	154
<i>dont Orange Maroc</i>	138	127
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(10)	(10)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 469	2 643

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	216	206
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	166	166
<i>dont sous-groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	29	-
<i>dont Orange Maroc</i>	-	24
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	7	14
<i>dont Orange Jordanie</i>	11	-

Note 12 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

12.1 Litiges

Au 30 juin 2021, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 280 millions d'euros (525 millions d'euros au 31 décembre 2020). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

- Dans le litige l'opposant à Digicel, compte tenu de l'évolution de la procédure, Orange s'est pourvue en cassation.
- Dans le cadre des procédures en cours sur le marché de la clientèle "entreprises" opposant SFR, Céleste et Adista à Orange, le 16 mars 2021, Orange et SFR ont conclu un protocole d'accord mettant fin notamment à ce litige. SFR s'est désistée de sa demande indemnitaire devant le tribunal de commerce de Paris et ce litige est désormais clos. L'instruction des procédures restantes est en cours.
- Le 16 avril 2021, la société Bouygues Telecom a assigné Orange auprès du tribunal judiciaire de Paris concernant la qualité de services de ses offres de gros pour un montant de 78 millions d'euros au titre de son prétendu préjudice. Orange considère que ces prétentions sont infondées.
- Le Comité de suivi et de réparation, mis en place dans le cadre du procès dit de la crise sociale de France Télécom afin d'examiner les demandes individuelles transmises par des personnes physiques présentes dans l'entreprise entre 2007 et 2010 et leurs ayants droit, a étendu la période de dépôt des dossiers jusqu'au 31 décembre 2020. Il a poursuivi l'analyse et le traitement des 1 748 demandes reçues en vue d'une clôture normalement à la fin de l'année 2021. A fin juin 2021, 1 169 demandes individuelles ont été étudiées, dont environ 820 ont été clôturées à la suite d'un accord.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

12.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2021, aucun événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2020.

Note 13 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2020.

Note 14 Evénements postérieurs à la clôture

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 28 juillet 2021 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2021 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 15 décembre 2021. Le montant du décaissement estimé s'élève à 798 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2021.

Orange Espagne : finalisation des enchères pour les fréquences destinées à la 5G

Le 21 juillet 2021, la procédure sur les enchères pour les fréquences destinées à la 5G en Espagne a pris fin. Orange Espagne a obtenu un total de fréquences de 10 MHz au prix de réserve, soit 350 millions d'euros.

Approbation de la Commission Européenne pour l'acquisition de Telekom Romania Communications

Le 28 juillet, la Commission Européenne a décidé d'autoriser l'acquisition de l'opérateur fixe roumain Telekom Romania Communications (TKR) par Orange Roumanie sous réserve de l'engagement accepté par le Groupe de céder à Hellenic Telecommunications Organization (OTE) la participation minoritaire de TKR dans l'opérateur mobile Telekom Romania Mobile Communications (TRMC). La clôture de l'opération devrait intervenir au cours du dernier trimestre 2021 après approbation de l'acheteur.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Orange S.A.

Siège social : 111, quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux

Capital social : € 10 640 226 396

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 28 juillet 2021. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité du Conseil d'Administration établi le 28 juillet 2021 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Jacques Pierre
Associé

Christophe Patrier
Associé